

LA RÉSISTANCE, FACTEUR D'ÉMANCIPATION DES FEMMES ? Le cas du Hainaut

FABRICE MAERTEN*

TROP SOUVENT CONFINÉE À UNE HISTOIRE D'HOMMES, LA RÉSISTANCE MÉRITE AUSSI D'ÊTRE ÉTUDIÉE COMME UN PHÉNOMÈNE SEXUÉ. L'INTÉRÊT D'UNE TELLE APPROCHE EST D'AUTANT PLUS GRAND QU'UNE CERTAINE HISTORIOGRAPHIE FÉMINISTE CONSIDÈRE LA PARTICIPATION DES FEMMES À LA RÉSISTANCE COMME UN DES DÉTONATEURS DE LEUR ÉMANCIPATION APRÈS LA SECONDE GUERRE MONDIALE. LIMITÉE À UNE PROVINCE WALLONNE MAIS CONSTRUITE À PARTIR D'INSTRUMENTS D'ANALYSE TANT QUANTITATIFS QUE QUALITATIFS, CETTE ESQUISSE SOULIGNE À QUEL POINT IL Y A LOIN DU RÊVE (MILITANT) À LA RÉALITÉ.

Dans le flot d'études portant depuis une bonne vingtaine d'années sur l'histoire des femmes ou, si l'on préfère, sur l'histoire des rapports hommes-femmes dans le monde occidental, la période de l'Occupation n'a pas été oubliée. L'analyse de cette époque vue sous cet angle d'approche a même connu ces derniers temps un net regain d'intérêt auquel la commémoration du cinquantième anniversaire de l'événement n'est probablement pas étrangère¹. Parmi les questions soulevées, celle de la part relative prise par les femmes dans la Résistance, de la signification de cet engagement et de sa portée n'ont pas manqué de susciter maintes réflexions². C'est que, dans le courant des années septante, des femmes cherchant à mettre à jour les différentes étapes jalonnant leur vaste mouvement d'émancipation, ont perçu à juste titre à quel point la participation de leurs devancières à la Résistance avait été minorée par l'historiographie traditionnelle. Sans doute quelque peu emportées par la vague féministe déferlant à ce moment sur l'Europe, certaines d'entre elles conclurent un peu hâtivement au caractère 'sexué' de cet engagement et à son impact considérable sur le processus de prise de conscience politique, social et culturel des femmes³. Depuis, diverses études scientifiques ont tempéré ce jugement sans cependant clore définitivement le débat.

1 Cfr en particulier, pour la France, le premier numéro publié en 1995 de la revue *Clio. Histoire, Femmes et Sociétés* consacré à *Résistances et Libérations (France 1940-1945)* et pour les Pays-Bas, le numéro thématique d'*Icodo Info* sorti en juillet 1996 (XIII^e année, n° 2) intitulé *Drie vrouwen, drie levens, een oorlog*. La Seconde Guerre mondiale avait déjà été largement explorée dans le volume consacré au XX^e siècle de l'*Histoire des femmes en Occident* (Paris, 1992). Elle est encore à l'honneur dans la toute récente *Encyclopédie politique et historique des femmes* (Paris, 1997).

2 Cfr en plus des études citées précédemment, les articles de LAURENT DOUZOU ("La Résistance, une affaire d'hommes ?") et de PAULA SCHWARTZ ("La répression des femmes communistes (1940-1944)"), in FRANÇOIS ROUQUET & DANIELE VOLDMAN (dir.), *Identités féminines et violences politiques*, (LES CAHIERS DE L'IHTP, n° 31), Paris, 1995, p. 11-24 et 25-37, celui de CLAIRE ANDRIEU, "Les résistantes, perspectives de recherche", in *Pour une histoire sociale de la Résistance*, (LE MOUVEMENT SOCIAL, n° 180), Paris, 1997, p. 69-96 et surtout l'ouvrage de MARGARET COLLINS WEITZ, *Les combattantes de l'ombre. Histoire des femmes dans la Résistance 1940-1945* (Paris, 1997) consacré à la France et dont la version originale en anglais avait été publiée en 1995.

3 Cfr pour la France *Les femmes dans la Résistance. Actes du colloque tenu à l'initiative de l'Union des Femmes françaises*, Paris, La Sorbonne 22 et 23-11-1975, Paris, 1977.

A son échelle, la Belgique a elle aussi suivi cette évolution historiographique relative au vécu des femmes dans la Résistance. Aux quelques approches de type ‘féministe’ élaborées au début des années quatre-vingt⁴ ont succédé l’une ou l’autre ébauche d’analyse plus scientifique⁵. Mais aujourd’hui encore les résultats engrangés restent bien maigres. S’il semble que, comme dans les pays voisins, les femmes furent largement sous-représentées par rapport aux hommes dans la Résistance organisée, si comme ailleurs elles se dévouèrent le plus souvent à des tâches d’intendance et de courrier tout en exerçant que rarement des fonctions de direction, il est toujours ardu à l’heure actuelle de répondre de manière nuancée à de multiples interrogations.

D’abord, combien furent-elles à s’engager ? La question est d’autant plus difficile à résoudre que la définition même de la Résistance prête toujours à l’heure actuelle à controverse⁶. En général, on s’accorde sur la base d’un refus organisé de l’occupant et du régime qu’il a installé. Comme l’historien Jacques Semelin, nous pensons qu’en outre cette action organisée ne peut survivre que par le biais de complicités qui l’immergent dans le social. Ces dernières, où interviennent de nombreuses femmes, sont donc aussi à prendre en considération. Malheureusement, ces complicités sont malaisées à quantifier, n’apparaissant que de manière irrégulière dans les dossiers personnels de résistants, établis après-guerre.

Dans le même ordre d’idées, les spécialistes français de la Résistance s’accordent à dire qu’en dehors d’un petit nombre de femmes entièrement dévouées à la lutte, la plupart de celles combattant l’occupant “contribuèrent à une forme de résistance passive, à la fois sans éclat, mais indispensable, un mode de refus que Pierre Laborie a appelé ‘résistance de solidarité’”⁷. Cette hiérarchie de l’engagement, si elle se confirme pour la Belgique en général, vaut-elle pour les diverses composantes socio-culturelles du monde féminin ? Et si c’est le cas, la forme de lutte la plus prisée par les femmes n’est-elle pas que le reflet de leur position dans la société de l’époque ? Dès lors, comment concevoir que la Résistance ait pu, d’une manière ou d’une autre, aider à leur émancipation ?

4 Cfr SUZANNE VAN ROKEGHEM, “Les femmes dans l’histoire. Les résistantes de 1940-1945”, in *Voyelles*, 1980 n° 9, p. 25-30 et, dans une veine plus ‘patriotique’, *Femmes dans la Résistance*, Bruxelles, Front de l’Indépendance, 1985. On notera encore que dans son ouvrage pionnier *En de vrouwen ? Vrouwen, vrouwenbeweging en feminisme in België. 1830-1960* (Gand, 1980), DENISE DE WEEERDT évoque rapidement l’activité des femmes dans la Résistance sans se prononcer sur ses retombées éventuelles.

5 En particulier FABRICE MAERTEN, “Les femmes dans la Résistance pendant la seconde guerre mondiale. Vers une plus grande part de responsabilités”, in LUC COURTOIS, JEAN PIROTTE & FRANÇOISE ROSART (dir.), *Femmes des années 80. Un siècle de condition féminine en Belgique*, Bruxelles-Louvain-la-Neuve, 1989, p. 165-173 et ETIENNE VERHOEYEN, “Résistances et résistants en Belgique occupée 1940-1944”, in *Revue belge de Philologie et d’Histoire*, 1992 (LXX) n° 2, p. 381-398, spécialement p. 390-394.

6 Cfr notamment à ce propos FRANÇOIS BÉDARIDA, “Sur le concept de Résistance”, in JEAN-MARIE GUILLON & PIERRE LABORIE (dir.), *Mémoire et Histoire : la Résistance*, Toulouse, 1995, p. 45-50 et JACQUES SEMELIN, “Qu’est-ce que résister”, in *Esprit*, 1994 n° 198, p. 50-63.

7 Pour reprendre les propos de LAURENT DOUZOU, *op.cit.*, p. 24.

Vu la complexité de la problématique et le peu d'intérêt porté jusqu'à présent à ces questions dans notre pays, il était, nous semble-t-il, présomptueux de vouloir tenter cette approche à l'échelle de la Belgique. Aussi avons-nous décidé de limiter notre enquête à la seule province de Hainaut, pour laquelle nous disposions d'un matériau documentaire important⁸.

I. Des hommes et des femmes façonnés par la révolution industrielle

De toutes les provinces belges, le Hainaut est sans doute celle qui, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, est la plus profondément marquée par la révolution industrielle. Celle-ci l'a touchée dès le XIXe siècle, à la suite de l'exploitation intense des gisements de houille répartis sur un axe qui traverse d'est en ouest une grande partie de la contrée. S'en sont suivis un exode rural, une explosion démographique et de profonds déséquilibres sociaux, plongeant la population ouvrière, désormais majoritaire, dans une grande détresse.

Seul parmi les formations politiques de la fin du siècle dernier, le Parti ouvrier belge (POB) a été capable de répondre aux besoins des travailleurs, ce qui explique son enracinement dans la masse au lendemain du premier conflit mondial. Vers cette époque apparaissent les premiers signes de vieillissement de l'outil industriel. Les gisements de houille, richesse sur laquelle le Hainaut s'était trop exclusivement basé, commencent à se tarir. À cette crise structurelle s'ajoute une autre, conjoncturelle, qui s'abat sur le monde entier à l'aube des années trente. Le Hainaut parvient difficilement à y faire face. Son activité économique se ralentit considérablement, entraînant chômage et misère. Après plusieurs années marquées par de multiples grèves et un effritement des forces traditionnelles au profit du rexisme et du communisme, la province semble retrouver une certaine stabilité à la veille de la guerre. Aux élections législatives d'avril 1939, le POB, dont la puissance est particulièrement grande dans les trois bassins industriels, obtient 44,2 % des suffrages, soit pratiquement autant qu'en 1936. Loin derrière lui, le Parti catholique (21,2 %) et surtout le Parti libéral (18,2 %) se redressent, essentiellement au détriment des rexistes qui n'atteignent même plus 4 % des voix, mais aussi des communistes qui perdent tout de même plus d'un sixième de leurs électeurs et repassent sous la barre des 10 %.

Les femmes du Hainaut sont évidemment façonnées par ce contexte. La plupart d'entre elles ont, dans le courant du XIXe siècle, abandonné la campagne et leurs tâches agricoles

8 Matériau rassemblé pour la confection de notre thèse de doctorat défendue à l'Université catholique de Louvain (UCL) en 1996 sous le titre *La Résistance politique et idéologique dans la province de Hainaut pendant la Seconde Guerre mondiale (mai 1940-septembre 1944)*. Nous avons largement puisé dans cette étude pour la réalisation de cet article.

pour suivre leur mari ou leur père dans les agglomérations industrielles. Subissant la même oppression, elles ont lutté à leurs côtés pour survivre. Le combat pour des conditions de vie plus décentes leur a peu à peu permis d'échapper aux labeurs les plus pénibles. Faute de larges possibilités d'autres types d'emploi, elles se sont, dans leur grande majorité, concentrées sur les tâches ménagères. En 1930, elles ne sont plus, entre 15 et 60 ans, que 31,1 % à exercer une activité rémunérée, pourcentage largement inférieur à celui observé pour l'ensemble du pays (37,5 %) ⁹. Et encore, la plupart d'entre elles ne travaillent pas comme ouvrières ¹⁰. Le plus souvent inactives sur le plan professionnel, elles n'en restent pas moins profondément liées, par le biais des hommes, au monde ouvrier dont plus de 60 % de la population active du Hainaut fait encore partie à l'époque ¹¹.

Le retour au foyer des femmes hennuyères s'accompagne, de manière apparemment paradoxale, d'une diminution sensible du nombre des naissances : de 1900 à 1947, le vieillissement de la population hennuyère s'intensifie de manière telle que les personnes de moins de vingt ans représentent au lendemain de la Seconde Guerre mondiale moins du quart de la population totale du Hainaut. Le sentiment d'insécurité né de la stagnation économique des années 20, puis surtout de la crise profonde qui touche le Hainaut pendant la décennie suivante, explique sans doute en grande partie ce phénomène. Mais un autre facteur, de nature plus culturelle, intervient probablement. Pour la plupart détachés par le socialisme des conceptions natalistes du monde chrétien, les Hennuyers et les Hennuyères ont sans doute aussi à cœur de privilégier leur bien-être en réduisant le nombre d'enfants par famille à deux voire même à un.

L'étude du rapport entre les femmes et le socialisme à l'échelle du pays semble confirmer la priorité accordée dans l'entre-deux-guerres par les femmes des milieux populaires à l'amélioration des conditions de vie familiales, notamment par le développement des oeuvres sociales ¹². Les revendications pour une plus grande égalité entre les sexes passent largement au second plan. Mêlant sur le plan de l'émancipation féminine une théorie progressiste à une pratique conservatrice, le POB est, il est vrai, peu soucieux de faire prendre conscience aux femmes du statut d'infériorité dans lequel elles vivent alors.

Attachées généralement aux tâches ménagères, les Hennuyères sont particulièrement sollicitées au cours d'un conflit où l'obtention de ravitaillement constitue une

⁹ Pour ces données statistiques, cfr *Recensement général au 31 décembre 1930*, 8 vol., Bruxelles, 1935-1937, en particulier les t. 4 et 5.

¹⁰ Ce n'est le cas que pour 44,7 % des Hennuyères au travail.

¹¹ Soit 355.208 personnes, dont 56.040 femmes et surtout 299.168 hommes.

¹² Cfr MARINETTE BRUWIER, "Le socialisme et les femmes", in *1885/1985. Du Parti ouvrier belge au Parti socialiste. Mélanges publiés à l'occasion du centenaire du POB par l'Institut Émile Vandervelde*, Bruxelles, 1985, p. 309-336 et DENISE DE WEERDT, *op.cit.*, p. 191-195.



- Au foyer et comme victime : un tract communiste clandestin véhicule l'image traditionnelle de la femme. (Collection Fabrice Maerten, Waterloo)

préoccupation majeure de tout un chacun. Certaines d'entre elles, pourtant, participent à la Résistance. Mais dans quelle proportion et surtout en quoi leur engagement est-il significatif ? Pour tenter de répondre à ces questions, la presse clandestine, l'analyse sérieuse et les témoignages oraux ont successivement servi d'angle d'approche.

II. La presse clandestine, un point de vue masculin réducteur et peu progressiste

Le premier éclairage s'appuie sur une source contemporaine à l'Occupation, les écrits clandestins de propagande (essentiellement la presse) relatifs au Hainaut. A leur propos, une remarque fondamentale s'impose d'emblée : dans une écrasante majorité, ils ont été rédigés par des hommes. Y transparait donc la vision qu'ont les principaux penseurs de la Résistance hennuyère de ce que les femmes font et de ce qu'elles devraient faire ou ne pas faire dans le cadre de la lutte contre l'occupant.

Ce qui frappe de prime abord dans l'analyse de ces feuilles, c'est le peu de mentions relatives aux femmes, comme si pour grand nombre de responsables de la Résistance, elles n'avaient pas leur place dans le combat contre l'envahisseur. Cette constatation vaut particulièrement pour les publications dont les auteurs s'étendent de la gauche classique à la droite conservatrice. Les quelques fois où les femmes y sont mentionnées, c'est généralement au mieux pour les appeler à reconforter les Belges et à démoraliser l'occupant¹³, au pire pour leur demander de faire taire le vieux dicton relatif à leur prétendue habitude de bavarder à tort et à travers¹⁴. L'information fournie au printemps 1942 par *Le Coup de Queue*, organe catholique de Mons, comme quoi des femmes d'ouvriers ont manifesté dans la région contre la disette¹⁵, est rare dans ce type de journaux¹⁶.

Elle l'est beaucoup moins dans les organes du Parti communiste de Belgique (PCB) qui se sert de l'évocation des cas de protestation collective des femmes pour encourager ces dernières dans cette voie. Pour le PCB, et cela dès le début de l'Occupation, elles doivent faire pression sur les autorités allemandes mais aussi belges pour réclamer la libération des prisonniers (même ceux d'opinion !) et un meilleur ravitaillement,

13 *Nous Vaincrons* [Leuze, droite conservatrice], n° 3, XI.1941, p. 3. De manière surprenante, le même article lance aussi un appel pour que "les femmes soient demain soldats"; encore convient-il de savoir ce que recouvre ce dernier terme. L'intérêt porté par la feuille leuzoise à cette question et les termes employés tiennent sans doute pour beaucoup à la présence d'une femme, Marie-Thérèse Renard, dans le comité de rédaction de la feuille.

14 *Le Disparu* [Leuze, monde catholique], n° 3, VI.1941, p. 3.

15 *Le Coup de Queue* [Mons], n° 24, I.VI.1942, p. 6. L'équipe rédactionnelle du journal comporte des conservateurs mais aussi des démocrates-chrétiens.

16 On notera cependant qu'en novembre 1940 les *Actualités de la RAF* [Grand-Reng, monde catholique] appellent les femmes à réclamer du ravitaillement.

cette deuxième revendication prenant le pas sur la première à partir de l'été 1942. En utilisant ainsi les revendications légitimes des femmes, prises comme mères ou épouses de prisonniers et comme ménagères, les communistes comptent sans doute obtenir un certain nombre de concessions matérielles, tablant sur le fait que l'occupant n'osera pas réprimer les manifestations par peur de se mettre à dos une grande partie de l'opinion. On peut cependant se demander si leur but n'est pas autant de provoquer l'envahisseur, avec l'espoir que la répression consécutive à ces 'troubles' entraîne, dans leur sillage, la masse de la population contre l'ennemi. Mais cette technique, utilisée essentiellement dans le Hainaut aux printemps 1941 et 1942 - des manifestations de femmes sont alors mentionnées un peu partout dans les trois bassins industriels - échoue chaque fois devant la fermeté de l'occupant et la crainte légitime des Hennuyers et Hennuyères de s'engager dans un combat pratiquement perdu d'avance. Une dernière tentative, destinée à préparer à l'été 1944 l'insurrection libératrice, n'a guère plus de succès.

Les idées du PCB ne s'expriment pas qu'à travers les porte-parole de ses fédérations. Afin de pénétrer plus profondément dans les masses, les communistes lancent à l'automne 1941 le Front de l'Indépendance (FI), mouvement qui se veut fédérateur de toutes les structures résistantes. Le discours du FI, axé essentiellement sur la lutte pour la libération du pays et où l'on perçoit, dans le Hainaut en tout cas, une note progressiste, lui procure un large succès dans la population, du moins à partir de la mise en place du travail obligatoire en Allemagne à l'automne 1942. Dans le combat sans merci contre l'envahisseur, une place spécifique est une nouvelle fois réservée aux femmes. Celles-ci ne sont véritablement sollicitées que dans les divers organes régionaux de Solidarité, structure du FI spécialement chargée de secourir les illégaux. Et si on les félicite à plusieurs reprises pour leur action dans ce domaine, *Solidarité* (Ath-Tournai) regrette pourtant au printemps 1943 "que trop peu de femmes encore prennent part à la lutte pour la libération"¹⁷. Quelques mois plus tard, *Solidarité* (Charleroi) fournit tout de même un constat plus positif estimant que "l'élan patriotique progresse dans le monde féminin"¹⁸. Il est cependant difficile de se faire une véritable idée de l'apport féminin au soutien des illégaux à partir de ces quelques citations même si on peut supposer que celui-ci ne correspondit pas toujours à l'attente des hommes !

Utilisés spécifiquement par le PCB pour pénétrer au sein des entreprises, les Comités de Lutte syndicale (CLS), dont les organes sont légion dans le Hainaut, évoquent rarement les femmes, peu nombreuses il est vrai à travailler comme ouvrières dans les bassins industriels. Il convient cependant de noter les félicitations du *Métallurgiste* (Centre) pour une grève de 48 heures aux Tréfileries d'Haine-Saint-Pierre début 1942¹⁹ et, dans

17 *Solidarité. Croix-Rouge du FI. Comité régional d'Ath-Tournai*, V-VI.1943, p. 2.

18 *Solidarité. Croix-Rouge du Front de l'Indépendance. Charleroi*, XI.1943, p. 1.

19 *Le Métallurgiste. Organe du Comité régional de Défense syndicale des Métallurgistes du Centre*, n° 2, I.1942, p. 1.

la même région, l'amertume du *Métallo* lorsque tirant les enseignements des grandes grèves qui ont secoué la métallurgie du Centre en septembre 1942, il estime que "trop de femmes se sont laissées effrayer par les prises d'otages"²⁰. Quelques mois plus tard, les trotskystes, qui comptent un noyau assez actif à Charleroi, tireront des conclusions analogues à la fin du mouvement d'envergure ayant cette fois ébranlé la métallurgie du bassin de Charleroi : "les femmes ont joué dans le présent conflit un rôle plutôt réactionnaire. Le problème de l'éducation politique des femmes se pose avec acuité"²¹.

Dans l'ensemble, le regard posé sur les femmes par la presse clandestine du Hainaut s'inscrit dans le contexte plus large d'une époque où leur marge d'autonomie par rapport au modèle élaboré par les hommes est singulièrement réduite. Pour la presse conservatrice largement entendue, elles n'ont pas à intervenir si ce n'est peut-être pour soutenir le moral des combattants de l'ombre. Au sein de la nébuleuse FI-PCB, elles ne sont acceptées dans la lutte que comme auxiliaires des hommes et dans des rôles qui renvoient presque toujours à leur statut communément admis dans la société, celui de ménagère, de femme au foyer. En un mot, sur le plan des rapports de sexe, la presse clandestine du Hainaut est éminemment conservatrice.

III. Des statistiques évocatrices d'une implication limitée mais réelle dans la lutte

L'image de ces Hennuyères peu actives dans le combat contre l'occupant si ce n'est lorsqu'il s'agit de manifester pour un meilleur ravitaillement ou, dans une certaine mesure seulement, pour soutenir les illégaux, correspond-elle vraiment à la réalité ? L'analyse sérielle établie à partir du dépouillement de plusieurs milliers de dossiers confectionnés au lendemain de la guerre pour l'obtention de l'un ou l'autre des statuts de la Résistance, y apporte une réponse partielle. Car malgré l'importance de l'échantillon - son ampleur permet de réduire en grande partie la marge d'erreur liée à l'impossibilité de travailler à partir d'une liste 'exhaustive' des résistants du Hainaut²² - les résultats ne sont pas fiables à 100 % et fournissent plutôt des ordres de grandeur; en outre, ils ne répondent pas à toutes les questions.

20 *Le Métallo. Organe du Comité régional de Lutte syndicale des Métallurgistes du Centre*, n° 3, s.d., p. 2.

21 *La Voie de Lénine*, n° 23, s.d.

22 Non seulement il n'existe pas une seule liste de résistants reconnus (il y en a quatre, correspondant au nombre de statuts), mais en outre, elles sont inexploitable pour notre recherche, les dossiers étant classés à l'échelle du pays de manière alphabétique. Pour contourner cette difficulté, nous nous sommes vu dans l'obligation de puiser au hasard dans la multitude de dossiers examinés, en essayant de tenir compte du poids respectif des diverses structures et formes de Résistance présentes dans le Hainaut. En pratique, l'échantillon global de 5.500 cas a été constitué pour moitié à partir de dossiers de résistants armés (soit 2750 répartis en 1.000 dossiers de l'Armée secrète (AS), 500 des Milices patriotiques (MP), 500 des Partisans armés (PA), 500 du Groupe G, 200 du Mouvement national belge (MNB) et 50 de Nola), pour moitié

Les données obtenues par l'enquête suscitent en effet un certain nombre de réserves. D'abord, les renseignements fournis dans les dossiers datent de plusieurs années après les événements; des changements par rapport à l'Occupation sont donc possibles quant à l'état civil, au nombre d'enfants, au domicile et à la profession. Par ailleurs, le contrôle des faits mentionnés fut souvent aléatoire, ce qui a régulièrement entraîné un gonflement artificiel des activités de Résistance et des abus dans l'octroi des différents statuts, en particulier de celui de résistant armé. A l'inverse, nombreux furent ceux qui, par manque de lien avec la Résistance organisée, défaut d'information, négligence, désintéressement, méfiance vis-à-vis de l'appareil d'Etat ou sous-estimation de leur rôle omirent d'effectuer les démarches initiales nécessaires à l'obtention d'un statut. Ces observations valent en particulier pour les personnes d'origine modeste et ...les femmes. En particulier, ces dernières se sentirent souvent peu concernées par des statuts au caractère militaire prononcé.

L'absence d'informations relatives à une multitude de variables de type psycho-sociologique constitue une deuxième grande limite de l'approche sérielle. Il est en effet très difficile, voire impossible, de dégager à partir de dossiers de nature administrative des données aussi essentielles que celles ayant trait au substrat culturel et idéologique des résistants, à leurs motivations, au fonctionnement des rapports interpersonnels, inter-sociaux et interculturels dans et vis-à-vis de la Résistance, et enfin et surtout aux traces profondes laissées par cette expérience dans la vie des individus et des groupes.

Ceci étant dit, diverses conclusions peuvent tout de même être tirées de l'analyse quantitative. D'abord, sur un total de 5.550 cas, les femmes sont au nombre de 724; elles constituent donc 13,2 % de l'échantillon. Pour les raisons évoquées plus haut ²³, leur pourcentage doit sans doute être revu à la hausse et atteint peut-être les 20 %. De toute façon et conformément à ce que soulignent diverses enquêtes menées tant pour la Belgique que pour les pays voisins, elles sont largement minoritaires par rapport aux hommes ²⁴. Comme ces derniers, elles sont généralement âgées de moins de quarante

sur base de dossiers ayant trait à d'autres structures ou formes de Résistance (490 pour les services de renseignements Marc, Mill et Tégat, 500 pour le mouvement d'aide aux illégaux Socrate, 200 pour le Parti communiste de Belgique (PCB), 100 pour le Parti socialiste belge (PSB), 500 pour la presse clandestine, 660 pour l'aide aux illégaux et 300 pour les décédés).

23 Il faut encore ajouter que pour certaines séries, seuls les dossiers des responsables ont pu être consultés. Or, comme les femmes en font rarement partie...

24 Pour la Belgique, E. VERHOEYEN, *op.cit.*, signale qu'elles constituent 15 % des effectifs de l'important service de renseignements Marc et 23 % du petit réseau Martiny-Daumerie. En ce qui concerne la France, où les études de ce genre ont été largement développées, la proportion varie entre quelques pour cent et moins d'un quart de l'effectif total (cfr L. DOUZOU, *op.cit.*, spécialement p. 17-18). Pour les Pays-Bas, Jolande Withuis cite le taux de 10 % en ce qui concerne la Résistance organisée (JOLANDE WITHUIS, "Epiloog. Drie vrouwen, drie levens, een oorlog : de historische sociale en culturele context van de ervaringen van drie Nederlandse vrouwen voor, tijdens en na de Tweede Wereldoorlog", in *Icodo Info*, 1996 (XIII) n° 2, p. 58-71, spécialement p. 64).

ans au moment de leur entrée en Résistance²⁵. Les tranches d'âge les plus jeunes sont cependant un peu plus étoffées²⁶. La comparaison entre la part d'hommes et de femmes par âge au sein de l'ensemble de la population hennuyère en 1947 confirme la plus grande implication relative des jeunes par rapport aux aînés du côté féminin, même si les écarts ne sont en fait pas très importants²⁷.

Nettement plus grandes sont les différences relatives à l'état civil²⁸. Quelques années après la guerre, les résistantes ne sont toujours que 59,7 % à être mariées contre 74,9 % du côté masculin²⁹. En toute logique, la part des résistantes célibataires est beaucoup plus importante³⁰. Si l'on compare ces divers pourcentages à la répartition par sexe et par état civil de la population adulte du Hainaut³¹, l'engagement des femmes célibataires est plus de deux fois supérieur à celui des femmes mariées, ce qui souligne combien le fait d'être marié constitue un lourd handicap pour militer contre l'occupant³². Remarquons encore que cette entrave n'existe pas pour les hommes³³. A peine un peu plus d'une fois sur deux mariées, les résistantes n'ont pas d'enfants dans pratiquement sept cas sur dix³⁴. Seules 13 % d'entre elles en ont deux ou plus alors que plus d'un homme sur deux en a au moins un et près d'un quart, deux ou plus.

Si l'absence relative des femmes dans la Résistance s'explique en partie par la priorité accordée à leur rôle familial, leur faible présence dans le monde du travail a certainement accentué ce phénomène. En effet, celles qui n'exercent pas d'activité profession-

25 Fixée de manière relativement arbitraire en 1942 pour faciliter les calculs (en fait il s'agit des personnes nées après 1902). Elles sont 67,6 % dans ce cas contre 65 % du côté masculin. La statistique de l'âge repose sur 597 cas féminins et 4.411 masculins.

26 Elles sont 10,6 % à être nées après 1922 contre 7,8 % chez les hommes.

27 Pour la population née entre 1913 et 1932, le rapport entre résistants et population totale est de 0,97 chez les hommes (34,5 % des résistants contre 35,7 % de la population masculine, compte tenu de la présence d'environ 18.000 prisonniers de guerre en Allemagne) et de 1,17 chez les femmes (37,6 % des résistantes contre 32,1 % de la population féminine).

28 Encore faut-il se montrer prudent face à ce critère, car de nombreuses femmes mariées ayant agi de concert avec leur mari n'ont pas jugé utile de se faire reconnaître après la guerre.

29 Si l'on considère comme fiable un sondage réalisé lors d'une enquête précédente (FABRICE MAERTEN, *La résistance dans la région mouscronnoise pendant la seconde guerre mondiale (mai 1940-septembre 1944)*, Mouscron, 1984, p. 328), à peine une sur deux est mariée au moment des faits contre deux sur trois pour les hommes. Dans cette enquête, l'état civil est connu pour 546 femmes et 3.679 hommes.

30 29,3 % contre 21,7 % chez les hommes. Si l'on tient compte de la marge d'erreur signalée à la note précédente, environ quatre résistantes sur dix devaient être célibataires à l'époque des faits contre environ trois sur dix chez les hommes.

31 Précisément pour les personnes de 18 à 60 ans.

32 Le rapport est de 1,88 chez les célibataires (29,3 % des résistantes contre 15,6 % de la population féminine adulte) contre 0,79 chez les mariées (59,7 % contre 76 %).

33 Dans leur cas au contraire les mariés s'engagent plus facilement que les célibataires (1,07 contre 0,79). Si l'on applique le correctif évoqué à la note 28, l'engagement des hommes célibataires et mariés a dû être relativement comparable.

34 Exactement dans 68,5 % des situations. Cette statistique ne repose que sur 124 cas féminins et 1.084 masculins.

nelle sont nettement sous-représentées dans notre échantillon³⁵. En dehors des femmes n'occupant pas d'emploi - elles forment tout de même plus de la moitié des cas recensés - les résistantes sont essentiellement commerçantes, employées dans le secteur privé ou enseignantes³⁶. Relativement à leur part dans la population active, ces dernières sont de loin celles qui s'engagent le plus³⁷. Selon le même point de vue et comme chez les hommes, les classes moyennes sont largement surreprésentées³⁸ alors que plus encore que du côté masculin, la catégorie formée par les ouvrières et les agricultrices apparaît comme la grande absente³⁹. Ainsi la différence d'attitude entre les personnes ayant accompli un minimum d'études et celles qui n'en ont pas fait est encore plus grande chez les femmes que chez les hommes, comme si le manque de formation excluait davantage celles-ci que ceux-là de la sphère 'publique', fut-elle clandestine.

L'analyse des différentes formes d'activités pratiquées par les résistantes confirme la spécificité de leur rôle perçue dans l'étude de la presse clandestine; elle souligne aussi combien leur travail s'étend bien au-delà des tâches mentionnées dans les feuilles prohibées par l'occupant. Ainsi si l'on s'en tient à leur action au sein de l'Armée secrète (AS) et du Mouvement national belge (MNB), mouvements de Résistance armée situés à droite dont les dossiers sont suffisamment complets pour réaliser ce type d'approche, elles sont particulièrement actives dans l'aide aux illégaux (dans plus de trois cas sur quatre) mais aussi comme agents de liaison (environ sept fois sur dix). Plus d'une sur deux distribue de la presse clandestine ou transporte des armes. A l'autre bout de l'échelle, l'action armée et la confection de journaux clandestins sont peu pratiquées. Par rapport aux hommes, elles sont proportionnellement plus nombreuses à s'occuper de liaisons et d'intendance⁴⁰ ainsi qu'à prendre part à des manifestations⁴¹; à l'inverse,

35 Elles sont 52,9 % dans notre enquête contre 79,4 % dans la population hennuyère de plus de 15 ans au 31 décembre 1947 (cfr *Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1947*, t. 8 : *Répartition de la population d'après l'activité et la profession*, Bruxelles, 1953, p. 60). Une partie de la différence trouve sa justification dans le fait que les adolescents et les personnes âgées s'engagent peu dans la Résistance, mais cela n'explique pas tout. Au total, l'activité (ou la non-activité) est connue pour 539 femmes et 4.268 hommes.

36 Respectivement au nombre de 61, 57 et 54 dans notre base de données, elles représentent ensemble plus des deux tiers (67,7 %) des femmes résistantes au travail.

37 Le rapport à la population active est de 3,4 contre 1,8 pour les employées du secteur privé et de 1,7 pour les commerçantes.

38 Le rapport est, tant chez les hommes que chez les femmes, de 2,3. Par 'classes moyennes', nous entendons le groupe s'étendant entre les classes populaires, paysannes et ouvrières, et les classes dominantes, c'est-à-dire celles qui exercent des activités de commandement.

39 Elle constitue 14,2 % des résistantes 'actives' contre 60,3 % de la population en activité, soit un rapport de 0,24 alors que chez les hommes, ce même rapport est de 0,49 (35,6 % contre 72 %).

40 Chez les hommes, le taux d'activité dans ces domaines tourne autour des 60 %.

41 Dans notre échantillon réduit aux bases de données AS et MNB (soit au total 119 cas féminins et 1.081 masculins), elles sont 7,6 % à y prendre part contre 4,2 % du côté des hommes. Ces faibles pourcentages s'expliquent en grande partie par l'orientation de droite de ces deux mouvements de Résistance. Lorsqu'on ajoute à ces deux groupements les catégories 'presse clandestine', PCB et PSB, les taux montent respectivement à 21,4 % et 11 %. Soulignons encore que de nombreuses manifestantes ne prirent pas part à la Résistance organisée, ce qui évidemment minore leur importance dans nos statistiques.

Femmes et Résistance en Hainaut



- Henriette Hanotte (à gauche) et Raymonde Hoël, toutes deux du réseau d'évasion Comète, en compagnie d'un aviateur américain à la frontière franco-belge de Rumes-Bachy, hiver 1943). (Photo SOMA-CEGES)

elles sont nettement moins concernées par la rédaction ou l'impression de la presse clandestine ⁴² et surtout par la participation directe à des actions armées ⁴³. Etendue aux bases de données Milices patriotiques (MP), Partisans armés (PA), Groupe G et Nola, la statistique relative à la répartition des rôles dans la Résistance armée confirme la nette sous-représentation des femmes dans les formes violentes d'action ⁴⁴.

Leur ventilation au sein des principales structures clandestines actives dans le Hainaut confirme la priorité accordée à l'aide aux illégaux, puisqu'elles sont les plus nombreuses dans le mouvement Solidarité du FI ⁴⁵. Plus intéressant encore, car plus fiable compte

42 Dans 2,5 % des cas contre 5,6 % . Les pourcentages sont respectivement de 7,5 % et de 11,7 % lorsqu'on tient aussi compte des trois catégories citées à la note précédente.

43 7,6 % sont engagées dans ce type de lutte contre 52,9 % d'hommes.

44 L'écart avec les hommes a même grandi puisque les taux respectifs sont de 5,9 % et de 59,9 %.

45 27,1 % d'entre elles, soit 196 sur 724, en font partie. Le graphique 1 reprend le taux de participation des résistants aux principales organisations en activité dans le Hainaut, en distinguant la part respective des femmes et des hommes. Les résultats globaux par mouvement sont à prendre avec précaution vu la méthode utilisée pour constituer l'échantillon, méthode qui privilégie certains mouvements, en particulier l'AS. En

tenu de l'accès inégal aux sources, est de comparer leur taux de participation à chacun de ces groupes par rapport au même taux calculé pour les hommes. Dans douze cas sur quatorze, il est inférieur, ce qui souligne le peu d'empressement des femmes à s'engager dans des mouvements organisés. En fait, il n'est supérieur que dans Solidarité et dans Socrate, soit au sein des deux seules structures spécifiquement destinées à soutenir les illégaux⁴⁶. Relativement bien représentées par rapport aux hommes dans les services de renseignements les plus actifs en Hainaut (Bayard, Marc et Mill), elles paraissent surtout peu nombreuses, proportionnellement, au sein des structures de Résistance armée de droite (MNB, AS et particulièrement Légion belge) mais aussi du Parti socialiste belge (PSB) clandestin et de l'organisation syndicale communiste, les CLS⁴⁷.

En somme, l'adhésion des femmes à la Résistance semble relativement peu tributaire de l'idéologie véhiculée par les mouvements - à peine peut-on noter une légère surreprésentation dans les structures attachées au PCB -, étant beaucoup plus liée aux rôles qui, de manière générale, sont ou ne sont pas impartis à l'époque au sexe féminin : là où il s'agira de venir en aide aux illégaux ou de transmettre des renseignements, elles seront relativement nombreuses; par contre, on les trouvera peu dans les structures fortement militarisées et sur le terrain syndical.

L'évolution comparée des adhésions par année permet par ailleurs de se rendre compte que le recrutement des femmes s'opère souvent un peu après celui des hommes⁴⁸. Cette entrée dans la lutte relativement tardive - près de six fois sur dix, elle a lieu en 1943 ou en 1944 - est certainement liée aux besoins toujours croissants de la Résistance en faveur des illégaux et par rapport au transport du courrier et des armes, tâche dont les résistants se déchargent de plus en plus volontiers sur les résistantes à la fin de l'Occupation pour des raisons de sécurité : non seulement, des femmes remplacent alors bon nombre d'hommes qui n'osent plus s'exposer par crainte d'être arrêtés comme réfractaires, mais en outre, "la Résistance a utilisé, comme couverture, la féminité et les présomptions d'innocence, de fragilité et d'ignorance qui la distinguent du sexe fort et

effet, les dossiers personnels des membres de cette structure ont, vu leur facilité d'accès, non seulement servi à la constitution de la base de données AS, mais aussi d'une partie non négligeable d'autres bases.

46 S'engagent dans Socrate et dans Solidarité respectivement 14 et 27,1 % des résistantes contre 11,9 et 26 % des résistants.

47 Pour ne citer que quelques exemples, le taux de participation selon le genre est pratiquement le même pour Mill (5,2 % des opposantes contre 5,4 % des opposants), diffère légèrement en ce qui concerne le PCB (9,5 % contre 11,3 %) et varie presque du simple au double pour le PSB (2,3 % contre 4,1 %) et la Légion belge (8,6 % contre 16,9 %).

48 A la fin de 1941, 25,5 % du total du recrutement masculin a eu lieu contre 17,9 % du côté féminin. A partir de 1942, la tendance s'inverse, la différence en pourcentage d'adhésions étant particulièrement grande en 1944 (27,6 % chez les femmes contre 21,9 % chez les hommes).

c'est bien parce que l'occupant partage les mêmes représentations culturelles et sociales du comportement féminin que cette couverture peut [a pu] être efficace"⁴⁹.

Si les femmes remplissent des rôles relativement spécifiques, la différence de statut vis-à-vis des hommes s'exprime encore plus nettement lorsqu'on évoque les fonctions exercées. Alors que 22,7 % des personnes de sexe masculin occupent des postes intermédiaires, ce n'est le cas que de 8,1 % des femmes⁵⁰. L'écart est encore plus grand à la tête puisque les hommes sont proportionnellement plus de trois fois plus nombreux à s'arroger des fonctions dirigeantes (9 % contre 2,4 %).

Éléments objectifs (fonctions subalternes et surtout faiblesse de la participation aux actions armées) et subjectifs (représentation culturelle les présumant innocentes, fragiles et ignorantes) se conjuguent pour expliquer à quel point les résistantes échappent beaucoup plus que les résistants aux lourdeurs de la répression ennemie. Car ce qui frappe à ce propos, ce n'est pas tant la différence de pourcentage entre femmes et hommes touchés par la répression (19,7 % contre 26,3 %) que la moindre sévérité à l'égard du sexe féminin dont témoigne l'écart de mortalité (2,3 % contre 10,2 %)⁵¹. Plus encore que du côté masculin, les arrestations des combattantes de l'ombre se concentrent vers la fin de la guerre : deux tiers d'entre elles ont lieu pendant les huit derniers mois de l'Occupation contre un peu moins d'une sur deux du côté masculin⁵². La recrudescence de l'activité féminine liée au bon fonctionnement des liaisons et au sauvetage des illégaux explique en grande partie ce phénomène⁵³.

De manière générale, s'engagent surtout dans la Résistance des femmes assez jeunes, libres de contraintes familiales et exerçant une profession nécessitant un minimum de formation intellectuelle. Evitant de prendre part directement à des actions violentes, elles s'occupent essentiellement de venir en aide aux illégaux et d'assurer des liaisons. Leur entrée dans la lutte est d'ailleurs souvent liée au développement des besoins d'intendance et de connexion dans les années 1943 et 1944. Ce n'est pas un hasard si on les retrouve particulièrement dans Solidarité ou dans Socrate. Jouant régulièrement un rôle obscur

49 Hélène Eck, citée par FRANÇOIS ROUQUET, "Dans la France du Maréchal", in CHRISTINE FAURE (dir.), *Encyclopédie politique et historique des femmes*, Paris, 1997, p. 663-684, spécialement p. 674.

50 Cette statistique porte sur 3.483 hommes et 504 femmes.

51 Cette approche de la répression repose sur 3.511 cas masculins et 529 féminins. L'analyse de la statistique des seules victimes de la répression dont le sort est connu (dans notre échantillon, 896 hommes et 102 femmes) confirme la différence de destin selon que l'on soit homme ou femme : 39,9 % des premiers décèdent du fait de l'occupant contre 11,8 % des secondes.

52 Exactement 66,4 % contre 48,6 %. A la fin de 1942, seules 16 sur les 113 femmes de notre échantillon, soit 14,2 % d'entre elles, avaient été arrêtées contre 279 sur 1.043 hommes, soit 26,7 % d'entre eux.

53 Sur les 70 cas où le motif d'arrestation est connu, 29 soit 41,4 % sont justifiés par le fait d'une appartenance à une organisation interdite, 12, soit 17,1 % d'un soutien aux illégaux et 5 soit 7,1 % d'une participation à une ligne d'évasion. Chez les hommes, ces raisons ne concernent au total que 198 cas sur 703 soit 28,2 % d'entre eux.

à un échelon subalterne, elles sont aussi moins sujettes à la répression qui ne les touche vraiment que pendant les vingt derniers mois de l'Occupation, période où leurs tâches s'intensifient, faisant d'elles des éléments irremplaçables dans les divers mouvements.

Ce portrait peut être affiné par des approches regroupant les résistantes selon leur âge, leur origine géographique, leur profession, leur type d'action, le groupement dont elles font partie, leur période d'adhésion et leur destin face à l'occupant⁵⁴. Ainsi, si l'on considère la variable de l'âge, les autres données du 'portrait' diffèrent de manière relativement importante selon que les combattantes de l'ombre aient été âgées (nées avant 1898), d'âge moyen (nées entre 1898 et 1917) ou jeunes (nées après 1917) au moment des faits. Par exemple, sur le plan de la ventilation par contrée, les aînées se caractérisent par une surreprésentation des combattantes de l'ombre des régions de Charleroi et de Tournai au détriment de celles des pays d'Ath et de Soignies, tandis que la situation est pratiquement inverse parmi les cadettes⁵⁵. L'interprétation de ces données se situe au-delà des rapports de sexe, ces constatations valant pour l'ensemble de la Résistance hennuyère⁵⁶.

La répartition par profession a ceci d'intéressant que chaque classe d'âge possède au sein de sa population active un groupe 'moteur' différent : pour les aînées, les commerçantes et artisanes; dans la catégorie intermédiaire, les enseignantes et au sein des cadettes, les employées du secteur privé. Serait-ce le signe d'une distinction relativement nette selon l'âge, les plus âgées s'occupant surtout de secourir les illégaux et les plus jeunes, d'assurer les liaisons ? La distribution par mouvement ne permet pas de résoudre cette question, même s'il semble que les cadettes soient un peu plus nombreuses dans les groupements particulièrement actifs sur le plan de la Résistance armée et que l'organisation de la Résistance humanitaire relève plutôt de la tranche d'âge intermédiaire⁵⁷. Fiables seulement pour les deux couches d'âge inférieures, les données relatives à la

54 Cette forme d'analyse comparée entraîne une forte segmentation de l'échantillon global. Pour garder à l'analyse un caractère scientifique, n'ont été retenues, sauf exception, que les relations basées sur un minimum de cent cas.

55 La subdivision en trois régions industrielles (Charleroi, Centre et Borinage) et quatre contrées semi-rurales (Ath, Beaumont-Chimay, Soignies, Tournai) est reprise de notre thèse.

56 Comme en témoigne une enquête similaire réunissant hommes et femmes, élaborée dans le cadre de notre thèse. L'échantillon ayant servi de support à cette dernière n'est pas exactement le même (pour les besoins de cet article, la base de données a été quelque peu élargie afin de disposer d'un plus grand nombre de cas féminins), mais nous avons estimé que la comparaison avec cette étude ne manquait pas d'intérêt, en particulier parce qu'elle révèle des convergences et des divergences entre d'une part un ensemble de résistants essentiellement masculins (il l'était à près de 90 %) et d'autre part le groupe féminin analysé ici. Dorénavant, toute mise en parallèle entre hommes et femmes aura pour fondement ces deux séries de résultats.

57 Au niveau des formes de lutte, la faiblesse de l'échantillon ne permettait ici que de traiter des différences au niveau de la Résistance armée entre les plus jeunes et la catégorie médiane. La seule fluctuation notable entre ces deux groupes a trait à une participation plus importante des cadettes aux combats de la Libération, ce qui paraît confirmer leur rôle plus marqué comme agents de liaison.

part des résistantes victimes de la répression, à la fonction et à la période d'adhésion fournissent des résultats parfois divergents, parfois convergents. Ainsi le taux de répression est relativement similaire alors que l'entrée en Résistance est nettement plus tardive chez les jeunes, ce qui explique leur plus grande absence aux postes de direction⁵⁸. Comme pour l'ensemble des résistants hennuyers, le moteur de l'opposition paraît donc se trouver parmi les femmes âgées de 25 à 45 ans au moment des faits. Par contre, la répartition des tâches semble nettement moins tranchée⁵⁹.

Divisées entre habitantes des contrées industrielles et non industrielles, les résistantes du Hainaut se présentent, sous de nombreux points de vue, de manière assez contrastée. Ainsi, les premières participent plus que les secondes aux actions armées⁶⁰. Elles sont aussi plus nombreuses proportionnellement dans les structures apparentées au PC, alors que l'AS, le Groupe G et Socrate, situés plus à droite, ont plutôt les faveurs des résistantes des régions semi-rurales. Cette répartition relativement spécifique explique sans doute l'engagement plus précoce des citadines ainsi d'ailleurs que leur plus grande vulnérabilité face à la répression. Tous ces éléments tiennent en fait à une certaine géopolitique de la Résistance, valable tant pour les hommes que pour les femmes.

La profession influe également sur un certain nombre d'éléments de l'enquête. A ce propos, la comparaison entre les résistantes 'inactives' et celles exerçant un métier lié à un minimum d'études⁶¹ est à plus d'un titre révélatrice. Les premières sont particulièrement présentes dans les mouvements de Résistance armée ayant développé une importante infrastructure de liaison (AS, PA) alors que les secondes brillent par leur activité dans les structures d'aide aux illégaux (Solidarité, Socrate) et les réseaux de renseignements. Comme l'on pouvait s'y attendre, ces dernières occupent nettement plus souvent des postes à responsabilité⁶². Cependant, et malgré le fait qu'elles s'engagent plus tôt dans la lutte, elles subissent à un degré moindre la répression⁶³. L'orientation relativement spécifique des opposantes 'inactives' vers la Résistance armée, sujette à forte répression, et des 'intellectuelles' vers l'aide aux illégaux et la récolte de renseignements, hypothèse

58 67 des 92 jeunes résistantes répertoriées, soit 72,8 % d'entre elles, s'engagent contre l'occupant en 1943 ou 1944 contre 88 sur 166, soit 53 % pour leurs aînées. Ces dernières sont 12,8 % (29 sur 226) à exercer des fonctions intermédiaires ou supérieures contre 5,6 % seulement parmi les cadettes (7 sur 126).

59 De manière générale, et en particulier chez les hommes, l'action violente relève presque spécifiquement des plus jeunes, peu préoccupés des autres types de Résistance.

60 Elles sont 7,7 % à le faire contre seulement 4,1 % pour les combattantes de régions rurales.

61 Par cette expression, nous excluons les agricultrices et les ouvrières, dont le statut particulier aurait mérité une approche originale, rendue impossible par le trop petit nombre de cas rencontrés (seulement 36).

62 Dans 15,8 % des cas contre 5,5 % en ce qui concerne l'ensemble des postes intermédiaires et supérieurs (6 % contre 0,5 % pour les seules fonctions de direction).

63 Seules 17,8 % d'entre elles sont atteintes contre 28,8 % pour les résistantes 'inactives'.

confortée par l'existence de temps forts différents quant au moment de l'adhésion ⁶⁴, explique sans doute en grande partie l'inégalité devant le danger. Encore une fois, et pour peu qu'on assimile les femmes 'inactives' aux ouvriers, les résultats obtenus sont assez comparables à ceux valant pour les hommes.

La répartition des opposantes selon le type de lutte pratiquée - Résistance politique et idéologique (essentiellement presse clandestine), aide aux illégaux, récolte de renseignements, Résistance armée - permet de pousser plus loin l'analyse. D'abord, elle accrédite l'hypothèse soulevée précédemment selon laquelle il existerait un lien entre l'âge et l'activité déployée : de manière générale, et si l'on va des cadettes aux aînées, l'engagement prioritaire évolue des tâches liées à la Résistance armée au rassemblement d'informations, en passant par la distribution de feuilles interdites par l'occupant au secours aux réprouvés ⁶⁵. Il est par contre bien plus difficile d'établir des corrélations avec les sept régions prises une par une, le développement de telle ou telle forme de lutte étant incontestablement en grande partie tributaire de contingences propres à chaque contrée ⁶⁶.

A l'inverse, type d'action et catégorie socio-professionnelle sont incontestablement liés. Alors que la Résistance armée attire surtout les femmes sans profession et les ouvrières, la récolte de renseignements est prisée par les opposantes disposant d'un minimum de bagage intellectuel (en particulier, les enseignantes). Quant à l'aide aux illégaux, elle est surtout le fait des employées du secteur public, des commerçantes et d'un pourcentage non négligeable de personnes inactives. Enfin, l'action politique et idéologique est privilégiée à la fois par les intellectuelles (membres de professions libérales, enseignantes) et les ouvrières. La mise en parallèle de la variable 'type d'activité' avec la répartition par fonction est elle aussi instructive. Les résistantes sont les mieux placées dans la hiérarchie lorsqu'elles récoltent des renseignements et les moins bien situées quand elles participent à la Résistance armée (l'action politique et idéologique et l'aide aux

64 34 % des résistantes occupées dans des professions nécessitant un minimum d'études s'engagent en 1943, année où l'aide aux illégaux, suite à la mise en place du travail obligatoire en Allemagne, prend une grande ampleur dans le Hainaut (à la même époque, le taux d'adhésion chez les résistantes 'inactives' est de 24,8 %). En 1944, année où la Résistance armée s'intensifie, elles ne sont plus que 17,5 % de cette catégorie à entrer dans la lutte contre 32 % du côté des opposantes sans profession ou retraitées.

65 Pour être tout à fait précis, il faut cependant ajouter que la récolte de renseignements, si elle est fort pratiquée par les aînées, concerne aussi de manière relativement importante les plus jeunes (dans cette analyse les résistantes nées après 1922).

66 Ainsi, le taux, élevé, de résistantes actives dans l'aide aux illégaux et celui, faible, d'opposantes engagées dans la lutte armée relatifs à la région de Charleroi - dans notre échantillon, elles sont respectivement 30,2 et 19,9 % à être issues de cette zone - s'expliquent sans doute par la vague d'arrestations qui déferle dans la seconde moitié de 1942 sur les principaux groupes régionaux, entraînant la léthargie des mouvements armés et le développement de structures destinées à venir en aide aux pourchassés et aux familles éprouvées. Notons que cette remarque n'entre pas en contradiction avec l'avis formulé plus haut relatif au rapport entre le type d'activité et les contrées regroupées en régions industrielles et non industrielles, mais l'affine.

illégaux sont respectivement situés en deuxième et troisième position). En somme, cette statistique conforte l'idée que la fonction, le niveau dans la hiérarchie sociale et le type d'engagement sont intimement liés ⁶⁷.

Le rapport entre l'entrée en Résistance et la forme d'activité déployée correspond au schéma traditionnel en ce sens qu'il traduit l'antériorité de la presse clandestine et des manifestations de masse sur l'aide aux illégaux, celle-ci précédant la Résistance armée. Seule la récolte de renseignements sort de ce modèle, comme si longtemps sous l'Occupation ce secteur était resté la chasse gardée des hommes ⁶⁸. Enfin, la répression touche surtout celles ayant participé à la Résistance armée et à la lutte politique et idéologique, ce qui paraît logique vu les risques flagrants pris lors de ces activités.

L'approche du phénomène de la Résistance féminine dans le Hainaut par le biais des mouvements, précisément via l'AS, Solidarité et les PA, les mieux représentés dans notre échantillon, confirme pour l'essentiel un certain nombre de tendances déjà évoquées. Ainsi, les opposantes, membres de Solidarité, sont de manière générale plus âgées que celles militantes à l'AS et aux PA. Moins souvent inactives professionnellement, elles proviennent plus régulièrement des mondes enseignant, commerçant et employé. Exerçant des fonctions quelque peu supérieures à celles des adhérentes des deux autres groupes, elles s'engagent plus tôt dans la Résistance et sont moins souvent victimes de la répression. Plus ténues, les différences entre membres féminins de l'AS et des PA méritent tout de même d'être signalées. Les premières sont un peu moins jeunes et s'engagent un peu moins tardivement que les secondes, qui constituent sur ce plan un phénomène exceptionnel, y compris par rapport aux hommes ⁶⁹. Elles proviennent plus souvent des régions semi-rurales et sont plus rarement ouvrières ⁷⁰. Plus épisodiquement en contact avec d'autres groupements, surtout si ceux-ci relèvent de la nébuleuse PC-FI, elles échappent plus fréquemment à la répression ⁷¹.

67 Encore qu'il faille aussi tenir compte des structures pyramidales propres à chaque type d'activité : ainsi, les mouvements de Résistance armée utilisent généralement une base plus ample que les services de renseignements.

68 Elle est généralement pratiquée plus tardivement que la Résistance politique et idéologique et que l'aide aux illégaux (21,1 % des adhésions des résistantes ayant participé à cette forme de lutte ont lieu en 1944 contre respectivement 12,1 et 12,8 % pour les deux autres types de combat clandestin) alors que chez les hommes, elle s'est développée de manière contemporaine à la participation à la presse clandestine et antérieurement à l'action dans le domaine de l'aide aux illégaux.

69 14,6 % des résistantes PA sont nées après 1922 et 33,8 % sont recrutées en 1944, taux largement supérieurs à ceux rencontrés pour les hommes. Les pourcentages équivalents sont respectivement pour l'AS de 7,3 % et de 21,8 % (dans ce mouvement, les adhésions féminines sont les plus nombreuses en 1943).

70 Dans 4,5 % des cas contre 9,1 % des PA. À l'inverse, les résistantes AS sont plus souvent commerçantes (13,1 % contre 10,7 %).

71 Dans 72,1 % des situations contre 58,1 % seulement aux PA. Il faut cependant relativiser cet écart car le mode d'accès aux dossiers PA a privilégié les opposantes les plus marquantes, notamment celles victimes de la répression, alors que tous les dossiers AS ont été vus.



- Irma Caldwell photographée à Sotres-sur-Sambre à côté de son vélo, outil indispensable pour tout 'courrier', vers 1943-1944. (Photo SOMA-CEGES)

La répartition des résistantes selon qu'elles aient entamé la lutte avant le début 1943 ou après corrobore le lien établi précédemment entre l'âge et le moment de l'adhésion. Elle souligne une nouvelle fois combien la Résistance - féminine comme masculine d'ailleurs - prend naissance et se développe différemment selon les régions, précisant la précocité de l'activité dans le pays de Charleroi. Elle affine la problématique socio-professionnelle en montrant à quel point les classes moyennes 'actives', en particulier les enseignantes et les employées, se lancent rapidement dans le combat alors que la part des commerçantes, des ouvrières, des étudiantes et des agricultrices ne s'accroît que lors des adhésions plus tardives de 1943 et 1944⁷². Sans surprise, cette approche atteste que celles s'engageant les premières sont proportionnellement plus nombreuses à occuper des postes à responsabilité ainsi qu'à tomber entre les mains de l'occupant. Enfin, la comparaison des adhésions par structure est conforme à la norme provinciale, sauf pour les PA et le réseau de renseignements Marc, groupes au sein desquels le recrutement féminin paraît s'opérer plus tard que du côté masculin⁷³.

Les traits de la Résistance féminine varient aussi en fonction de l'absence ou de l'existence d'une action répressive exercée par l'occupant. Ainsi cette action, contrairement à ce qu'avait pu laisser croire une première analyse manquant sans doute de précision⁷⁴, touche plus nettement les femmes âgées de moins de trente ans, épargnant plus facilement celles ayant dépassé la quarantaine⁷⁵. Si l'approche confirme la plus grande vulnérabilité générale des habitantes des contrées industrielles, elle met l'accent sur le taux particulièrement élevé de répression à Mons-Borinage, ce qui souligne une nouvelle fois l'existence de contingences propres à chaque région⁷⁶. Elle permet aussi de constater que outre les femmes 'inactives', les ouvrières sont également plus touchées que la moyenne⁷⁷. Par ailleurs elle confirme que sont surtout atteintes les opposantes oeuvrant dans les structures de Résistance armée, spécialement l'AS et les PA, ainsi que celles pratiquant la lutte politique et idéologique, en particulier au PC. L'analyse souligne en outre que les femmes exerçant des fonctions de direction sont, propor-

72 Cfr les graphiques 2 et 3. Notons que ces disparités se retrouvent aussi du côté masculin.

73 Ces particularités mériteraient d'être approfondies, mais cela dépasserait largement le cadre de cet article. On peut cependant supposer que la volonté de constituer une élite armée a longtemps freiné le recrutement de femmes au sein des PA, alors que la lenteur à intégrer des agents féminins dans Marc s'expliquerait par la nature exclusivement masculine du principal vivier originel du réseau, l'Ecole royale militaire.

74 Cfr plus haut p. 188.

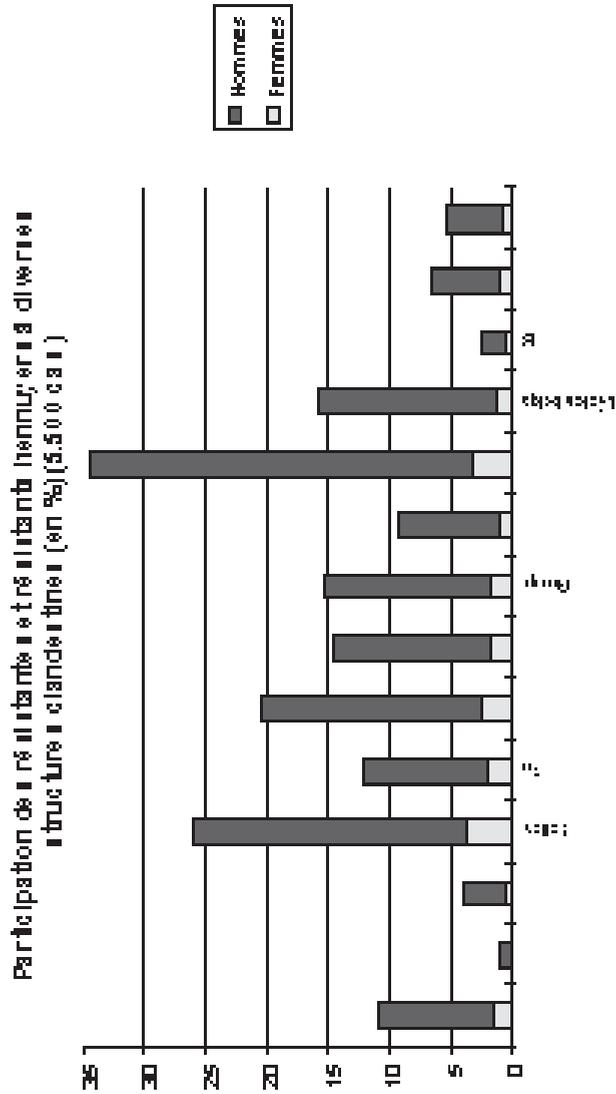
75 Parmi les femmes victimes de la répression, 44,7 % sont nées après 1912 et 26,3 % avant 1903. Pour celles ayant échappé à l'occupant, les taux correspondants sont respectivement de 37,9 % et 33,5 %.

76 35,3 % des résistantes touchées par la répression dans le Hainaut sont issues de la zone Mons-Borinage alors que les Boraines ne constituent que 24,6 % du total des opposantes non victimes de l'occupant. Une vague d'arrestations opérées en 1944 parmi les courrières du corps du Borinage des PA, consécutive au retournement d'une des leurs, est sans doute à l'origine de ce phénomène.

77 Elles constituent 8,7 % des résistantes atteintes par la répression contre 4,9 % de celles échappant à l'ennemi.

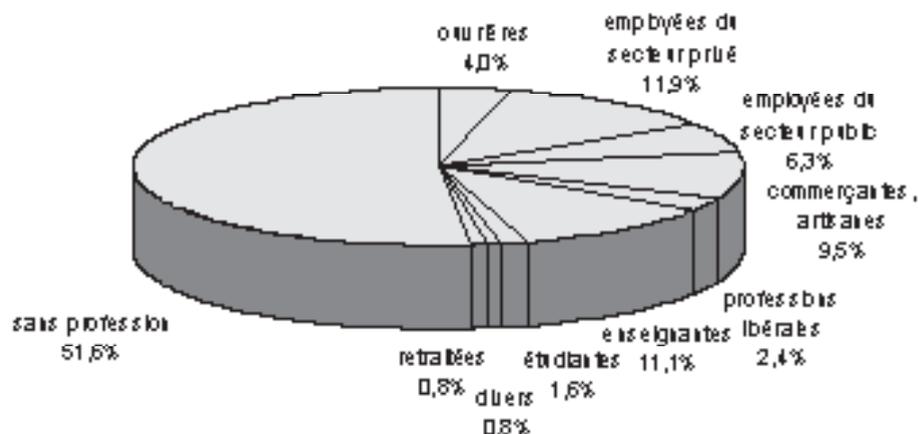
Femmes et Résistance en Hainaut

Graphique 1



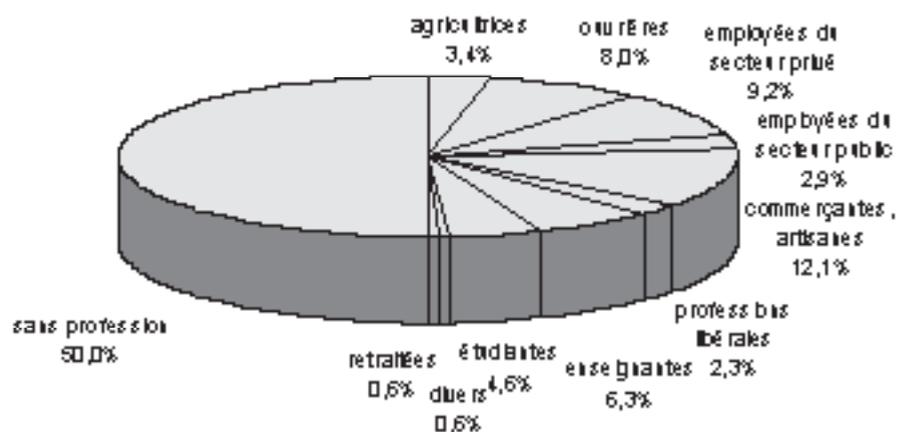
Graphique 2

Répartition des résistantes hennuyères par profession selon la période de recrutement (1940-1942) (136 cas)



Graphique 3

Répartition des résistantes hennuyères par profession selon la période de recrutement (1943-1944) (183 cas)



tionnellement, le plus souvent victimes de la répression⁷⁸ et que cette dernière atteint surtout les pionnières de la Résistance⁷⁹.

De ces multiples croisements de variables, il apparaît donc qu'au-delà de ses caractères propres, le monde résistant féminin est soumis à de profonds mécanismes sociétaux qui orientent de manière incontestable ses divers membres vers des comportements et des destins différenciés selon l'âge, le milieu socio-professionnel, le niveau d'études et l'imprégnation politique. Une nouvelle fois, la Résistance féminine apparaît plutôt comme un reflet du monde qui l'entoure que comme un facteur d'évolution. L'analyse statistique apporte aussi une multitude de nuances à l'image stéréotypée des résistantes diffusée par la presse clandestine hennuyère : non seulement elles étendent leurs activités bien au-delà des manifestations de masse et de l'aide aux illégaux, mais en outre, un certain nombre d'entre elles, cumulant souvent des facteurs favorables d'âge, de milieu, d'instruction et de profession, brisent le carcan de la femme soumise, uniquement habilitée à reproduire dans la Résistance ses fonctions de protectrice du foyer. Encore s'agit-il de savoir si cette 'émancipation', sans doute tolérée par les hommes en fonction des besoins de la lutte commune, se poursuit une fois l'ennemi bouté hors du pays ou si au contraire, elle reste lettre morte.

IV. Des témoins révélateurs d'un héritage du passé et d'une expérience novatrice

Seule la source orale, ou plus exactement la constitution d'un "corpus d'archives orales"⁸⁰ permet d'aller plus loin dans la recherche des tenants et aboutissants de la participation des femmes à la lutte contre l'occupant. Vingt résistantes, que nous avons rencontrées il y a plusieurs années, ont été réinterrogées en fonction de cette problématique spécifique⁸¹. L'entrevue avec ces témoins, si elle est évidemment liée à la longévité de leur existence, n'est cependant pas le fruit du seul hasard. Elle est avant tout l'aboutissement de multiples contacts pris avec les diverses composantes d'un ensemble au sein duquel les

78 Celles qui le sont le moins sont celles exerçant des fonctions intermédiaires !

79 Les résistantes recrutées avant le début 1942 forment 32,4 % du total de celles victimes de l'occupant et 13,9 % de celles ayant échappé à la répression.

80 Pour reprendre l'expression de DENIS PESCHANSKI extraite de "Effets pervers", in DANIELE VOLDMAN (dir.), *La bouche de la vérité ? La recherche historique et les sources orales*, Paris, 1992, p. 45-53. L'ensemble de cette étude collective, qui constitue le numéro 21 des *Cahiers de l'IHTP*, apporte des éléments de réflexion intéressants sur les apports et les limites de la source orale.

81 Il s'agit de Irma Caldwell, Lucia Carette, Fernande Carlier, Denise Dainville, Madeleine Debelle, Rose Deroubaix, Yvette Foret, Juliette Ghislain, Henriette Hanotte, Marguerite Housiau, Yvonne Ledoux, Louise Masquillier, Yvonne Paradis, Berthe Petit, Marie-Rose Roquet, Marie-Ange Tollebeck, Jeanne Vandercoilden, Yvonne Van Wymeersch, Marguerite Vigin et Irène Wailmacq. Déjà interviewées entre 1986 et 1989 dans le cadre de la préparation de notre thèse de doctorat, elles nous ont à nouveau reçu entre le 31 juillet et le 23 août 1996. Qu'elles en soient ici remerciées.

liens sont restés forts par-delà les années. Et comme la mort, en dehors de la variable de l'âge, touche de manière relativement équitable tous les individus, elle affecte peu la représentativité de l'échantillon ⁸².

Les entretiens, semi-directifs, ont eu pour objet de faire évoquer par les témoins la totalité de leur existence en les focalisant sur leur expérience résistante. En particulier, nous avons tenu à ce que ceux-ci s'expriment sur leur environnement familial, leurs motivations à 'entrer en Résistance', la nature de leurs contacts avec leurs compagnons résistants et l'impact de leur engagement sur leur vie de femme. A l'exception d'un certain nombre d'éléments d'informations peu susceptibles de déformations ⁸³, la plupart de ces données ont fait appel à un jugement des intéressées, jugement non pas en prise directe avec le passé, mais reconstitué à la lumière de la suite de leur histoire et en fonction de leur présent. Aussi les résultats fournis par cette approche ne reflètent-ils qu'une image déformée d'une réalité qui, de par sa nature généralement subjective, est souvent fuyante.

Les éléments 'objectifs' de l'enquête confirment la représentativité de l'échantillon en termes d'origine géographique et de situation socio-professionnelle ⁸⁴. Ce n'est pas tout à fait le cas en matière d'âge et subsidiairement d'état civil, toutes les résistantes interrogées ayant moins de quarante ans au moment des faits. Mais la prédominance de femmes relativement jeunes dans la lutte contre l'envahisseur ainsi que la présence, parmi les opposantes rencontrées, de six résistantes âgées alors de plus de trente ans limitent cet handicap. L'état civil et le nombre d'enfants traduisent également la jeunesse de l'échantillon puisque, du moins au début de la guerre, deux témoins sur trois sont célibataires et quatre sur cinq n'ont pas de progéniture.

L'enquête orale permet cependant d'affiner cette analyse, en faisant percevoir la fréquence de l'évolution des relations vis-à-vis des hommes au cours du conflit : une femme interrogée sur deux établit ou parfois défait des liens privilégiés avec une personne de sexe masculin pendant cette période. Cependant, la plupart d'entre elles refusent de s'unir par le mariage, préférant pour cela attendre les jours plus sûrs de la Libération ⁸⁵. Plus frappant encore, sur toute la période de l'Occupation, ces vingt jeunes femmes

82 Il était cependant grand temps de réaliser cette enquête puisque sur les 69 résistantes interrogées entre 1986 et 1989, seule une bonne vingtaine d'entre elles étaient encore à même de nous recevoir en 1996.

83 Comme ceux liés à la 'carte d'identité' des témoins et de leurs proches, à leur action dans la Résistance ou aux engagements antérieurs ou postérieurs à la guerre, encore que même dans ces domaines, certaines distorsions ou oublis ne soient pas à exclure (par exemple, embellissement de la profession du père, gonflement des activités personnelles ou au contraire omission volontaire ou involontaire d'un engagement politique).

84 On notera tout de même le taux relativement faible de personnes sans profession (7 sur 20 soit 35 %) par rapport à notre statistique générale (52,9 %).

85 Sept déclarent s'être fiancées sous l'Occupation contre une seule, s'être mariée. Deux disent s'être séparées de leur conjoint.

ne donnent naissance qu'à un seul enfant⁸⁶. Ainsi, la liberté qu'elles s'octroient quant à leurs relations sentimentales semble clairement limitée par le refus de s'engager fondamentalement vis-à-vis d'un homme ou d'un enfant. Sans doute la perception de la précarité de leur existence et peut-être celle de la priorité donnée à la lutte contre l'occupant leur ont-elles consciemment ou inconsciemment interdit de franchir ce pas. Les charges qu'elles exercent dans la Résistance sont d'autant plus lourdes que deux fois sur trois elles sont actives professionnellement, le plus souvent comme employées dans le secteur privé⁸⁷. Sur le plan de la formation, elles ne paraissent pas vraiment se démarquer des autres jeunes femmes de leur époque, la plupart n'ayant pas poursuivi leurs études au-delà du cycle inférieur de l'enseignement secondaire.

Si les interviews confirment combien l'entrée en Résistance des femmes a été facilitée par l'absence d'obligations familiales et la pratique d'un métier, elles permettent surtout de mener plus loin l'enquête sur ce qui les a fondamentalement poussées à lutter contre l'occupant. Ainsi lorsqu'on leur demande d'évoquer les circonstances précises qui les ont amenées à 'se lancer dans l'aventure', l'immense majorité des résistantes interrogées mentionnent qu'elles ont été sollicitées personnellement. Et parmi les réseaux de sociabilité cités, domine largement la famille⁸⁸. En outre, cette sollicitation répond souvent à un besoin précis que la résistante de par sa nature féminine ou sa profession est censée plus facilement assumer⁸⁹.

Tous ces facteurs, incitatifs, ne suffisent pas à expliquer le pourquoi du pas franchi par la résistante vers l'inconnu. Car si elle est soumise à une 'pression', il lui reste encore la liberté de refuser. Sa volonté de dire oui, elle la trouve dans diverses motivations dont la principale porte cinquante ans plus tard le nom de patriotisme⁹⁰. A cette valeur, ancrée semble-t-il dans son être de manière viscérale, est lié son alter ego négatif, la germanophobie, à laquelle les souvenirs de 14-18 véhiculés par la famille ne sont certainement pas étrangers⁹¹. Le poids des valeurs familiales s'exprime particulièrement par le fait que près d'une fois sur deux l'exemple du père, du mari, du frère ou des parents sert à justifier l'entrée en Résistance. Dans 30 % des cas joue aussi le goût de l'aventure alors qu'une femme rencontrée sur quatre affirme avoir été motivée par un sentiment

86 Encore celui-ci naît-il en 1941, c'est-à-dire deux ans avant que sa mère, Marie-Rose Roquet, particulièrement active dans l'aide aux illégaux, ne prenne réellement part à la Résistance.

87 C'est le cas de sept d'entre elles.

88 Dans 9 cas sur 15 : trois fois le père, trois fois le mari, une fois la mère, une fois un frère, une fois un cousin.

89 Ainsi Yvette Foret fut contactée parce qu'elle était dactylo, Berthe Petit parce qu'elle travaillait dans un magasin de photographie, Louise Masquillier à la gare de Tournai et Irène Wailmacq à la Croix-Rouge. Parfois, la localisation joua aussi (pour Henriette Hanotte, domiciliée au poste frontière de Rumes). Enfin, comme femmes, les résistantes furent souvent appelées à exercer des tâches de liaison et d'intendance.

90 Dans 70 % des cas.

91 Cette motivation revient six fois sur dix.

de solidarité. L'antifascisme ainsi que la volonté de préserver la liberté ne servent tous deux d'arguments que pour une résistante sur dix.

De manière directe ou indirecte, l'environnement familial semble donc jouer un rôle considérable dans l'engagement résistant des femmes hennuyères. A ce sujet, il est intéressant de noter que près d'une fois sur deux la résistante est fille unique donc unique objet d'attention de la part de ses parents, et que sept fois sur vingt elle est l'aînée contre deux fois sur vingt seulement la cadette, comme si l'occupation du premier rang l'avait responsabilisée. Comme l'a sans doute poussée à s'engager le fait d'être sept fois sur vingt privée de son père au début de la guerre. Vivant dans une province ouvrière, elle garde régulièrement des contacts avec ce monde puisque quatre pères sur dix travaillent comme tels. Mais tous les autres sont soit employés, soit commerçants, soit cadres supérieurs ou membres de professions libérales⁹², ce qui pourrait peut-être amener à penser que ces milieux étaient plus enclins à promouvoir une certaine émancipation de la femme. Dans l'ensemble cependant, les relations paraissent plus intimes avec les mères - dont 40 % travaillent, le plus souvent comme commerçantes - qu'avec les pères⁹³.

Si l'on se fie aux dires de leur fille, ces derniers se répartissent sans surprise sur l'échiquier politique : la gauche socialiste domine sans exclure aucun des autres courants présents alors dans l'opinion, du communisme au rexisme. L'engagement des femmes dans la Résistance semble donc avoir été relativement peu lié à une aspiration politique particulière héritée des pères. L'impact du patriotisme et ou de la germanophobie affiché par les parents a sans doute été bien plus grand. En outre, il serait simpliste d'établir à chaque coup une filiation directe et spontanée entre le milieu parental et le choix d'entrer en Résistance fait par les femmes rencontrées. Si dans la majorité des cas où il est en vie, le père soutient l'activité clandestine de sa fille, il tente de la freiner plus de trois fois sur dix. D'ailleurs, il n'est lui-même résistant qu'une fois sur deux. La mère, quant à elle, est relativement peu impliquée dans la lutte et est souvent réticente à ce que sa fille risque sa vie.

Evidemment, l'opposante peut subir l'influence d'un autre proche masculin, son (futur) mari. Car plus encore qu'avec le père, ils combattent ensemble⁹⁴. D'ailleurs, six unions sur dix-huit naissent de leur rencontre dans la clandestinité. Mais si, comme nous l'avons dit, certains maris ou fiancés ont incontestablement orienté leur épouse ou fiancée vers la Résistance, la plupart du temps, le couple est le fruit d'un idéal partagé et ou d'une tranche de vie intense passée en commun⁹⁵. La quête d'un idéal se traduit pour environ

92 Ils sont respectivement cinq, quatre et trois dans notre échantillon.

93 Dans un sens positif comme négatif d'ailleurs puisque si 42,9 % des témoins disent avoir vécu une relation faite de dialogue avec leur mère contre 33,3 % avec leur père, 35,7 % affirment que leur mère était autoritaire contre 27,8 % pour leur père (l'indifférence était donc plus grande du côté paternel).

94 Dans 11 cas sur 18.

95 Seize maris sur dix-huit ont pris part à la Résistance, dont treize de manière moyenne ou importante.

un tiers des résistantes interrogées par un engagement autre que professionnel dès avant la guerre. Ayant traité la plupart du temps au soutien à la jeunesse et ou à l'action humanitaire, ces initiatives dévoilent aussi des attachements à des philosophies de vie, qu'elles soient communistes ou chrétiennes (en particulier à la Jeunesse ouvrière chrétienne féminine). D'ailleurs quand elle est révélée, l'opinion politique du témoin pendant la guerre telle qu'elle lui apparaît aujourd'hui fait état de liens aussi forts avec le communisme et le monde chrétien qu'avec le socialisme, ligne de partage qu'on retrouve grosso modo du côté du conjoint ⁹⁶. En ce sens, la résistante marque souvent une évolution, si pas une rupture avec son milieu d'origine. Ces engagements spécifiques et ces prises de position politiques ne paraissent être le fait que d'une partie des témoins interrogés. Ils témoignent néanmoins de l'existence d'un processus d'émancipation de la part de femmes qui, de manière apparemment paradoxale, restent la plupart du temps marquées par l'image du père.

D'un rapide survol sur les activités de Résistance proprement dites - à ce titre, l'analyse sérielle établie précédemment est beaucoup plus fiable vu l'importance de l'échantillon -, on signalera simplement que les femmes rencontrées ont, dans la plupart des cas, participé de manière régulière à la lutte ⁹⁷, le plus souvent pour le FI, mouvement prédominant dans le Hainaut. Par ailleurs, les interviewées confirment qu'elles étaient généralement animées d'un fort esprit anti-allemand ⁹⁸ alors que plusieurs d'entre elles se plaisent à souligner que leur féminité les aidait à les faire passer pour inoffensives aux yeux des forces d'Occupation. Ainsi, pour Jeanne Vandercoilden, courrière au FI et au Groupe G, "il suffisait de leur sourire et d'avoir un petit air sur le côté, gentiment, et ils passaient à côté de vous".

Plus fondamentale pour notre étude est la perception par les témoins des rapports hommes-femmes dans la Résistance. Si pratiquement toutes s'accordent à dire que les relations étaient bonnes et qu'il n'y avait pas de distinctions selon les sexes, certaines émettent des considérations qui nuancent ou accentuent ces propos. Yvonne Van Wymeersch, dont la seule activité fut d'héberger un prisonnier russe évadé à la demande de son mari, avoue que celui-ci ne la tenait pas au courant de ses activités de résistant. Fernande Carlier, courrière pour le clandestin borain *La Liberté* et plus tard pour les PA et Irma Caldwell, agent de liaison au niveau local, reconnaissent qu'elles se

96 Sur onze femmes évoquant leur opinion politique au temps de l'Occupation, trois déclarent avoir été communistes, trois socialistes, deux démocrates-chrétiennes, deux catholiques et une léopoldiste; les conjoints sont mentionnés quatre fois comme communistes, trois fois comme socialistes, deux fois comme démocrates-chrétiens et une fois comme léopoldiste.

97 Selon nous, seules trois d'entre elles n'ont agi que de manière sporadique.

98 Treize des dix-huit résistantes ayant évoqué leur perception des Allemands s'expriment dans ce sens. Parmi les cinq autres, on parle plutôt de sentiments évoluant petit à petit vers cet état d'esprit, d'antnazisme, de modération et même d'indifférence (c'est vrai pour deux d'entre elles).

sentaient protégées par les hommes de leur groupe, la première admettant que de ce fait elle acceptait qu'ils soient les chefs. Yvonne Ledoux, sans doute une de celles qui se détacha le plus de l'image traditionnelle de la femme en commandant un groupe de Partisans carolorégiens à la Libération, fut d'ailleurs prise à partie par un responsable d'un autre mouvement qui n'acceptait pas qu'une femme dirige un groupe armé : ce commandant Jean lui arracha son arme. Mais "il a dû présenter des excuses et remettre son arme lors d'une réunion où tous les groupements qui avaient fait de l'action étaient présents". De son côté, Marguerite Vigin, 'travaillant' dans le secours aux illégaux pour l'AS, concède que les rapports pouvaient être perturbés par des considérations d'ordre affectif : elle se souvient qu'hébergeant avec ses parents trois jeunes saboteurs, il y avait parfois entre eux des frictions dues à la jalousie. Elle-même reconnaît que "malgré tout, on porte plutôt son amitié sur l'un que sur l'autre". Malgré ces quelques remarques, le souvenir des rapports entre hommes et femmes est de loin globalement positif. Selon Lucia Carette, agent de liaison régional pour le Groupe G, tous étaient frères, il n'y avait pas de différence de niveau social ou philosophique. Pour Jeanne Vandercoilden, les femmes avaient même plus à dire que de coutume : "On se faisait parfois engueuler, mais on pouvait dire ce qu'on pensait".



- Le retour à la 'normale' : Berthe Petit, sa soeur et sa mère entourent le bébé de l'union de Berthe et de l'ex-prisonnier de guerre et résistant russe Michel Antonov, vers 1945.
(Photo SOMA-CEGES)

Est-ce à dire que la participation à la Résistance des femmes interrogées a modifié la nature de leurs relations avec les hommes ? La plupart (70 %) ne le pensent pas. Parmi les six autres, deux disent avoir éprouvé encore plus de respect, l'une vis-à-vis de son père, l'autre de son mari. Seules quatre d'entre elles ont l'impression d'avoir puisé dans cette expérience plus de force, plus d'indépendance à l'égard des hommes. Peu perçue par les témoins interrogés comme un modèle de prise de conscience féminine, la Résistance est par contre régulièrement ressentie comme une école d'affermissement du caractère (55 % des cas), parfois aussi d'ouverture d'esprit et de réflexion (15 %). Parmi les quatorze personnes convaincues de l'influence de leur expérience sur leur caractère, seules deux mentionnent parmi d'autres effets des retombées négatives (plus grande méfiance). Au contraire, le bilan est le plus souvent très positif, à l'image de ce que nous a exprimé Louise Masquillier, agent de renseignements de premier ordre pour Boucle et Marc : "La Résistance m'a tout appris. Oser, se combattre soi-même, se forcer à faire des choses qui me faisaient peur, oser parler à n'importe qui".

Cette force acquise dans la lutte, les résistantes interrogées l'expriment concrètement, dès le lendemain de l'Occupation, par le biais de multiples engagements. Mais l'investissement premier n'est pas vraiment un modèle d'émancipation puisqu'il a trait à la famille. Non seulement la plupart des célibataires se marient à cette époque⁹⁹, mais en outre une bonne moitié des femmes interviewées donnent alors naissance à un ou plusieurs enfants¹⁰⁰. Si le taux de natalité général des témoins rencontrés est faible (1,45 enfants par femme), le nombre d'enfants par famille (1,61) est relativement comparable à celui d'une province marquée depuis plusieurs décennies par une forte stagnation démographique¹⁰¹. Une des conséquences majeures de cet état d'épouse et de mère est que six des quinze femmes rencontrées abandonnent, la plupart du temps pour de nombreuses années, l'activité professionnelle qu'elles avaient poursuivie ou entamée à la Libération¹⁰². Il n'en demeure pas moins que 45 % des témoins continuent à travailler, taux nettement supérieur à celui rencontré à l'époque parmi les Hennuyères en âge d'exercer une profession¹⁰³.

99 A l'exception de Marguerite Vigin et de Rose Deroubaix, courrière au FI et au Groupe G. Ajoutons qu'Yvonne Paradis, militante communiste et veuve de Richard Soupard, exécuté par les Allemands pour Résistance, vivra elle aussi sans conjoint.

100 Exactement onze sur vingt. En outre, Yvonne Ledoux adopte un petit garçon.

101 Il est pour le Hainaut de 1,65 lors du recensement de 1947. Cfr *Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1947*, t. 7 : *Recensement des familles*, Bruxelles, 1951, p. 19.

102 La comparaison entre les professions exercées à la veille et au lendemain de la guerre souligne surtout le net accroissement du nombre des commerçantes, celles-ci passant de deux à six. Vu le faible échantillon total, il est cependant difficile de dire si cela tient du hasard, à la conjoncture ou s'il existe un quelconque lien entre le choix de la profession et le goût d'une certaine indépendance héritée de la Résistance.

103 Au 31 décembre 1947, seules 26,9 % des Hennuyères de 15 à moins de 60 ans travaillent. Cfr *Recensement général...au 31 décembre 1947*, t. 5 : *Répartition de la population par âge*, Bruxelles, 1951, p. 21 et t. 8 : *Répartition de la population d'après l'activité et la profession*, Bruxelles, 1953, p. 265.

Ces multiples engagements familiaux et professionnels n'empêchent cependant pas la majeure partie des témoins de rester fidèles à leur engagement contre l'occupant en maintenant, souvent jusqu'à l'heure actuelle, des contacts avec leurs compagnons de lutte que ce soit au sein d'associations d'anciens résistants ou de manière informelle¹⁰⁴. Six d'entre elles exercent même des responsabilités au sein de ces structures, parfois comme Yvonne Ledoux et Yvonne Paradis, agent de liaison important pour les PA et le PCB, à des niveaux relativement élevés¹⁰⁵. Le même nombre - dans quatre cas sur six, il s'agit d'ailleurs des mêmes personnes - prend part à des oeuvres humanitaires liées ou non aux victimes de la guerre. Enfin, un cinquième des femmes interrogées briguent et obtiennent des mandats publics. A ce titre, Yvonne Ledoux et Yvonne Paradis ont une nouvelle fois un parcours relativement similaire, puisque l'une et l'autre sont élues pour une courte durée sur des listes communistes¹⁰⁶. Toutes deux affirment s'être rapidement retirées de la politique parce qu'elles ne supportaient pas qu'on leur impose les choses¹⁰⁷. Les communistes ne sont pas les seules à s'immiscer dans le débat public. Militante démocrate-chrétienne, Denise Dainville, sous l'Occupation chef de section du MNB, se serait présentée sur une liste PSC aux élections communales de l'immédiat après-guerre¹⁰⁸. Enfin, Jeanne Vandercoilden, profitant il est vrai de la notoriété de son père dans les milieux socialistes, est élue conseillère provinciale pour le PSB de 1949 à 1974 : selon ses dires, elle sera même à une époque vice-présidente de ce même Conseil.

Au total, onze anciennes résistantes sur vingt s'engagent activement en dehors de leur vie familiale et professionnelle¹⁰⁹. Qui plus est, il n'est pas rare qu'elles occupent des postes à responsabilité. Mais ceux-ci sont souvent liés à des compétences estimées féminines comme l'assistance sociale. En outre, l'intrusion des résistantes interviewées dans la vie politique, si elle est réelle, est semble-t-il la plupart du temps fugitive; de plus, celle-ci est solidement balisée par des hommes qui confinent les élues à des fonctions relativement subalternes et contrôlent étroitement leur action.

104 Remarquons cependant que dans plusieurs cas, les liens semblent s'être quelque peu distendus au lendemain de la Libération - en premier lieu à cause d'un emploi du temps très chargé - pour se resserrer au fil des années.

105 La première, originaire de Charleroi, cumulera très vite les fonctions de secrétaire régionale du FI, de membre du bureau exécutif et du comité national du même FI, et de présidente régionale de la presse clandestine. Par la suite, elle deviendra en outre secrétaire du comité de liaison des associations patriotiques de Charleroi. Quant à la seconde, elle occupera des fonctions importantes à la Confédération nationale des Prisonniers politiques et Ayants droit (CNPPA) nationale et régionale, et sera tout un temps active à la Fédération internationale des Résistants (FIR) d'obédience communiste.

106 Yvonne Ledoux est conseillère communale à Charleroi et députée suppléante tandis que Yvonne Paradis est conseillère provinciale.

107 La perte de leurs charges est peut-être aussi liée au rapide déclin du PCB dans l'opinion publique belge.

108 Elle aurait été élue mais aurait préféré travailler bénévolement à la Commission d'Assistance publique.

109 Y compris dans la vie culturelle comme Marie-Ange Tollebeck, agent important du MNB, qui pratique le théâtre ou comme Marguerite Vigin qui s'occupe de l'Association des Amis de Lourdes.

Limité au dehors essentiellement au développement de ce que les historiennes néerlandaises Marjan Schwegman et Jolande Withuis appellent ‘la maternité sociale’¹¹⁰, l’impact de la participation des femmes à la Résistance a-t-il été plus important dans la sphère privée ? Apparemment non puisque la grande majorité des témoins interrogés estiment que la nature de leurs relations avec les hommes n’a pas changé. Pourtant, nombreuses sont celles à penser qu’elles sont sorties plus fortes de l’épreuve; si l’on ajoute à cela qu’elles ont très souvent partagé l’expérience intense de la lutte avec leur (futur) compagnon, on peut raisonnablement penser qu’elles ont plus largement eu leur mot à dire dans la conduite de leur couple que leurs mères. D’ailleurs, plus d’une femme mariée sur deux met l’accent sur un véritable dialogue égalitaire entre les conjoints, les autres se divisant équitablement entre ‘meneuses’ et ‘soumises’¹¹¹. Mais la participation à la Résistance a semble-t-il aussi conduit à une dégradation du statut social de l’homme, et par ricochet du couple, puisque si les maris appartiennent un peu plus largement que les pères aux classes moyennes, aucun par contre ne peut être considéré comme faisant partie des professions libérales et des cadres supérieurs¹¹². On peut même se demander si cette absence de promotion professionnelle ne cache pas une forme de marginalisation sociale touchant l’ensemble du monde résistant, ce à quoi une enquête complémentaire menée auprès d’‘hommes de l’ombre’ permettrait peut-être de répondre. Rarement ouvertement admise par les femmes rencontrées, elle apparaît clairement dans le riche témoignage de Louise Masquillier. Evoquant le choix fait par elle et son compagnon, rencontré dans la Résistance, de vivre ensemble sans être mariés et de pratiquer le commerce ambulancier sur les marchés, et cela pendant plusieurs années après la guerre, elle ajoute : “nous avons vécu en marge de la société pendant un bon bout de temps; il était difficile de se mettre à vivre normalement”.

Enfin, la perception générale de l’expérience vécue n’est globalement positive que pour environ une femme rencontrée sur deux, l’accent étant alors souvent mis sur la satisfaction du devoir accompli¹¹³. Parmi les autres, domine plutôt l’amertume d’avoir gâché sa jeunesse, d’avoir été marquées à vie, notamment sur le plan psychologique. Ainsi Marie-Ange Tollebeck, courrière importante du MNB, essaye d’oublier cette

110 Cfr JOLANDE WITHUIS, “Vrouwen, sekse en oorlog. Een rondgang anno 1996 door de literatuur en de debatten aangaande de Tweede Wereldoorlog in Europa”, in *Drie vrouwen, drie levens, een oorlog*, Amsterdam/ Utrecht, 1996, p. 72-105, spécialement p. 85.

111 Sur seize femmes s’étant prononcées à ce sujet, neuf ont souligné l’équilibre dans le couple, contre quatre la prédominance du mari et trois de la femme.

112 La répartition entre membres des classes paysannes et ouvrières, moyennes, et supérieures est respectivement de 6,12 et 0 chez les maris et de 8,9 et 3 chez les pères. La diminution du nombre d’ouvriers et de fermiers est normale dans une province où après 1945, le nombre de personnes employées dans le secteur primaire décroît rapidement et où à la même époque les Belges délaissent les mines pour laisser la place aux étrangers.

113 On évoque aussi parfois l’acquisition d’une force de caractère, la rencontre du bonheur (pour Irène Wailmacq qui y a trouvé son futur mari) ou même l’amusement, le plaisir d’avoir fait ce qui plaisait (pour

période, car elle a “perdu trop de copains”. La disparition d’êtres chers et ou leurs souffrances endurées sont des choses qui s’inscrivent douloureusement dans la mémoire comme l’a encore rappelé le témoignage poignant de Fernande Carlier, qui a vu partir vers les camps son père, sa mère et son fiancé et dont le père n’est jamais revenu. Le traumatisme existe même chez celles qui n’ont pas été touchées de trop près. Henriette Hanotte, courrière de premier ordre dans Comète, en rend compte lorsqu’elle estime que le stress accumulé sous l’Occupation a rejailli de manière néfaste sur l’éducation de sa fille, née juste après la guerre. Pourtant, et elle rejoint par là un sentiment quasi général, elle serait prête à recommencer l’expérience si cela s’avérait nécessaire. Elle en ferait même plus “pour que cela cesse” !

V. Conclusion : de la difficulté de transmettre l’‘intransmissible’

Au terme de cette analyse, les contours de l’engagement des Hennuyères dans la Résistance apparaissent de manière relativement nette, même si la complexité du phénomène ne permet pas de trancher de manière définitive toutes les questions. Sur le plan quantitatif d’abord, l’approche statistique a montré que la part des opposantes dans la population résistante ne devait pas excéder les 20 %. Que l’on estime cette proportion faible ou importante, il n’en demeure pas moins qu’elles sont encore nettement plus minoritaires que les hommes par rapport à l’ensemble de la population de leur genre ‘en âge de résister’, peut-être 2 % de celle-ci ¹¹⁴. Même si on prend en compte une vision ‘maximaliste’ de la Résistance féminine ¹¹⁵, à savoir en particulier si l’on considère comme de la Résistance le soutien passif aux hommes de l’ombre, elles restent un groupe de faible importance dans la population féminine de l’époque.

Fondamental pour notre étude est aussi de savoir si cet engagement est porteur de valeurs novatrices, en particulier par rapport à la position des femmes dans la société. D’abord, et l’analyse de la presse clandestine l’a souligné de manière presque caricaturale, les responsables de la Résistance hennuyère, donc des hommes, ne tolèrent la présence féminine dans la lutte qu’à l’intérieur de limites bien précises qui renvoient le plus souvent au rôle traditionnel de la femme protectrice du foyer. Même si l’analyse sérielle témoigne d’un plus large éventail de fonctions dévolues au sexe féminin, elle montre que la réalité ne diverge pas fondamentalement de cette attente. En outre, elle fait ressortir combien les résistantes occupent des postes subalternes et à quel point le fait d’être mariée et plus encore mère constitue un handicap pour engager le combat. La mise en relation des diverses variables de l’approche statistique précise par ailleurs qu’au-delà de la différenciation due au sexe, les comportements et même dans une certaine mesure les destinées des résistantes fluctuent en fonction de stratifications héritées de la vie

114 D’après l’estimation faite dans le cadre de notre thèse, l’ensemble des résistants hennuyers ne représentent même pas 5 % de la population en ‘âge de résister’ soit de 15 à 65 ans (cfr F. MAERTEN, *op.cit.*, t. 4, p. 839).

115 Cfr notamment L. DOUZOU, *op.cit.*

sociale de l'époque et relatives à l'âge, au milieu socio-professionnel, au niveau d'étude et à l'appartenance politique.

L'enquête orale souligne que la plupart des résistantes se conforment à ces 'règles' parce que généralement elles ne luttent pas pour un changement de société - et encore moins pour un changement de leur place dans cette société (leur entrée dans la Résistance est d'ailleurs le plus souvent sollicitée par des hommes) - mais plutôt pour une restauration de celle-ci. Cette fidélité à un certain ordre établi se traduit par la référence au patriotisme, valeur essentiellement transmise par la famille et en particulier par le père. Le respect envers ce dernier ou envers son image, lorsqu'il est décédé, n'est évidemment pas de nature à développer une conscience émancipatrice chez la résistante.

Et pourtant il est indispensable de nuancer ce constat. D'abord, le fait même d'avoir agi dans la Résistance, domaine qui relève incontestablement de la sphère publique, peut être considéré comme un progrès pour une gent féminine qui s'était vue de plus en plus refoulée vers le terrain privé à la suite de la grande crise. D'ailleurs, cet 'accès' à la Résistance n'est pas donné à toutes : il touche surtout les femmes favorisées culturellement et rendues relativement autonomes par l'exercice d'une profession. Plusieurs d'entre elles sont même dès avant-guerre engagées idéologiquement, parfois de manière plus prononcée que leur père. Ensuite, et même si la structure de la société se reflète indubitablement dans la Résistance, la réalité du terrain nuance bien des schémas : unis face au danger, hommes et femmes entretiennent régulièrement des rapports bien plus égalitaires que dans la vie civile (c'est en particulier le cas quand les femmes ont un minimum de bagage intellectuel). En outre, l'épreuve traversée renforce généralement le caractère de la femme qui éprouve pour ces deux raisons de grandes difficultés à se réadapter à la Libération à la condition féminine telle qu'elle lui est imposée par la société.

La reprise d'une vie 'normale' est d'autant plus ardue que l'expérience de la lutte n'a pas remis en jeu que les rapports de sexe; elle a aussi relativisé toute une série de clivages socio-culturels considérés souvent auparavant comme allant de soi. En outre, les bouleversements ressentis par les résistantes le sont aussi généralement par les hommes qui ont partagé avec elles une expérience difficilement transmissible à la grande majorité de la population, et même aux proches si ceux-ci n'y ont pas pris part. Ainsi la relation entre la résistante et son père est influencée par ce paramètre : elle évolue dans le sens d'un rapprochement ou d'un éloignement selon qu'ils aient ou non combattu ensemble. Tout cela débouche sur une puissante communion entre résistants et résistantes qui, naturellement, cherchent au lendemain de la guerre à vivre ensemble sur la base de cette expérience partagée. Dans l'esprit des anciennes opposantes rencontrées, cette communion rejette loin à l'arrière-plan toute idée d'émancipation féminine.

Pourtant cette dernière notion fait implicitement partie des nouvelles valeurs que certaines d'entre elles, par leur engagement dans le domaine public, essayent de

promouvoir au lendemain de la guerre. Mais leur implication dans la 'cité' est souvent de courte durée, car très vite elles se rendent compte de leur incapacité à faire bouger une société qui n'a pas autant qu'elles été bouleversée par la guerre. Aussi se replient-elles généralement sur le domaine privé où, d'une certaine manière, elles peuvent mettre en pratique ce qu'elles ont vécu sous l'Occupation. Lorsqu'elles sont en quête de contacts sociaux, elles les trouvent dans des associations patriotiques et ou humanitaires, seuls lieux où elles parviennent à partager et ou transmettre des parcelles d'un vécu qui les a toutes marquées.

Doublement marginalisées par leur statut de femmes résistantes, elles n'ont souvent d'autre choix dans la vie de tous les jours que de s'adapter à l'évolution du monde ambiant, participant au *baby-boom* de l'immédiat après-guerre et profitant comme les autres femmes de nos régions de l'évolution économique et culturelle des années 60 pour acquérir une certaine aisance matérielle et une plus grande autonomie personnelle. Quant aux valeurs notamment 'féministes' défendues et surtout vécues dans la Résistance, elles les distillent çà et là, ne laissant sans doute dans la société hennuyère guère plus qu'une empreinte difficilement perceptible.

* FABRICE MAERTEN (1962) est docteur en histoire de l'Université catholique de Louvain et premier assistant au CEGES. Il est l'auteur de différentes contributions sur l'histoire de la Résistance, en particulier dans le Hainaut, et se consacre aussi à l'étude du monde catholique sous l'Occupation.